

Extrait du Journal La Mée Châteaubriant

<http://www.journal-la-mee.fr/1104-proche-orient-mahmoud-abbas.html>

Proche Orient - Mahmoud Abbas

- Pays (international) - Proche orient, Israël, Palestine -

Date de mise en ligne : dimanche 6 février 2005

Journal La Mée Châteaubriant

Ecrit le 12 octobre 2004

Jours de Pénitence : Arrêtez le massacre

Suite à des tirs de roquettes palestiniens du Hamas, tuant deux enfants israéliens de deux et quatre ans, Ariel Sharon a décidé de lancer une opération de représailles intitulée « Jours de Pénitence ». Dans la nuit de mardi 28 au mercredi 29 septembre 2004, l'armée israélienne a bouclé entièrement la Bande de Gaza ; les soldats israéliens avec chars, bulldozers et hélicoptères Apache ont cerné la population. Ni journalistes, ni humanitaires n'ont été autorisés à entrer en Palestine. A l'aube, une centaine de chars supplémentaires sont venus compléter l'attirail militaire israélien. 2000 soldats vont participer à l'opération. Depuis juin dernier, déjà 3 incursions israéliennes ont eu lieu, dont une en juillet, particulièrement destructrice : 40 personnes ont été tuées, 200 hectares de terres agricoles (oliviers et vignes) ravagées, transformées en désert.....le siège a duré 37 jours.

Cette fois-ci, on dénombre 90 morts du côté palestinien (bilan provisoire) dont une vingtaine d'enfants de moins de 8 ans (sources de l'ONU) ; une cinquantaine de maisons entièrement démolies, le réseau électrique arraché ; plusieurs écoles ont été prises d'assaut par l'armée d'Ariel Sharon les transformant en postes de tirs. Les civils et les résistants palestiniens tentent de s'opposer à ces intrusions massives mais ils sont vite assimilés aux activistes intégristes musulmans. Depuis le début de l'Intifada fin septembre 2000, les violences ont fait 4 453 morts, dont 3 425 Palestiniens et 954 Israéliens.

Un projet de résolution a été déposé, le 4 octobre, devant l'O.N.U demandant à Israël : l'arrêt de la violence, le retrait de son armée de la bande de Gaza, le respect du droit des civils et du personnel humanitaire, et la mise en oeuvre de la Feuille de Route. Le lendemain, les Etats-Unis ont opposé un droit de veto sur le projet de résolution qui est, ainsi, rejeté. Une fois de plus.

Depuis début septembre, des membres du personnel et des réfugiés de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), ont été victimes d'attaques de l'armée israélienne. Elles ont fait un blessé et 2 morts dont une fillette de 10 ans, Raghda Adnan al-Assar, tuée d'une balle dans la tête dans sa salle de classe. 24 membres de l'UNRWA sont placés actuellement par les Israéliens en détention administrative sans raison apparente... Le gouvernement israélien accuse cette organisation de complicité de terrorisme, prétextant l'utilisation d'ambulances de l'ONU pour transporter des terroristes et des armes. [Le porte parole de l'armée israélienne est revenu sur ces allégations]

La montée de la violence, et de l'intégrisme dans le monde appelle à la prudence et non à la provocation et à l'humiliation. Une société démocratique se doit de montrer l'exemple devant le droit international et les droits de l'Homme.....

Formol

A propos du plan de retrait de la bande de Gaza, préparé par Ariel Sharon, Dov Weisglass, l'un des principaux conseillers du premier ministre israélien a déclaré le 6 octobre au journal Haaretz : « La signification de [ce plan] est le gel du processus de paix. Cela fournit le formol nécessaire pour qu'il n'y ait pas de processus politique avec les Palestiniens ». Et encore : « quand vous gelez le processus, vous empêchez la création d'un Etat palestinien ».

(...). Effectivement, cet ensemble appelé Etat palestinien, avec tout ce que cela suppose, a été supprimé indéfiniment de notre calendrier Â».

Ecrit le 11 novembre 2004 :

Yasser Arafat est mort le 11 novembre 2004

vers 3.30 du matin.

Du moins officiellement car on pense qu'il est mort quelques jours plus tôt mais qu'il a fallu le maintenir artificiellement en vie pour permettre de régler de nombreux problèmes, notamment celui de son enterrement. Yasser Arafat souhaitait être enterré à Jérusalem, Israël n'a pas voulu. Israël a fini par accepter un enterrement à Ramallah, là où Arafat a été retenu prisonnier pendant plusieurs années. Comment un Etat Palestinien peut-il être libre quand il n'a même pas le choix de l'enterrement de son Président, et quand le peuple palestinien est Â« bouclé Â» en Cisjordanie comme l'a décidé Israël aussitôt l'annonce officielle de la mort.

Voici ce que La Mée a écrit dans son édition-papier parue le 10 novembre 2004 :

Dans quel état ?

Mort ? Vivant ? Maintenu artificiellement en vie en attendant que soit négocié le lieu de sa sépulture ? Seuls quelques proches savent exactement l'état de Yasser Arafat. « Jamais on n'a parlé autant de l'état d'Arafat. Rappelons que non seulement cet état n'existe pas, mais qu'il n'a même pas droit à une capitale. » dit Hervé le Tellier en jouant sur les mots.

Emblème

« Arafat reste et restera dans la mémoire des peuples comme un résistant militant au service du peuple Palestinien » dit Jean-Claude Valomet pour l'association Pays de Loire - Gaza - Jérusalem.

Né à Jérusalem en 1929, mais enregistré au Caire, Yasser Arafat a passé son enfance à Jérusalem et s'est engagé dès 1948 dans le combat contre les envahisseurs israéliens. « Ensuite il part au Caire poursuivre ses études, il rencontre des amis et fonde le Fatha [qui veut dire la conquête] en 1959. Il fait entendre la voix de la Palestine. Il réussit à créer l'OLP (organisation de libération de la Palestine).

De retour à Gaza, son parti le Fatha, et lui-même, renoncent à Â« la Grande Palestine Â». Arafat tient à construire la Paix en reconnaissant l'Etat Hébreu, en signant les Accords d'Oslo [septembre 1993] dont l'objet est de bâtir l'Etat Palestinien. Mais les accords de Taba [septembre 1996] échouent en raison du non-respect, par les autorités israéliennes, de leur promesse de renoncer à la construction de nouvelles colonies.

Yasser Arafat est le seul Président du monde arabe à avoir été élu démocratiquement. Retenu prisonnier à Ramallah par les Israéliens, il a symbolisé pour son peuple un véritable espoir de Paix avec des conditions justes »

Jean-Claude Valomet



Yasser Ar

Nobel de la Paix

Le dirigeant palestinien Yasser Arafat a obtenu en 1994 le prix Nobel de la Paix, conjointement avec le Premier ministre israélien Itzhak Rabin [assassiné plus tard, le 4 novembre 1995, par des Juifs extrémistes] et son ministre des Affaires étrangères Shimon Peres pour « leurs efforts en vue d'aboutir à la paix au Proche-Orient ».

Pour beaucoup d'Israéliens et pour George Bush, il n'est qu'un « terroriste », appellation commode déjà utilisée contre les résistants français lors de la seconde guerre mondiale. Mais parlerait-on encore du peuple palestinien si Yasser Arafat n'avait pas existé ? Rappelez-vous dans les années 80, les dirigeants israéliens affirmaient que le peuple palestinien n'existait pas en tant que tel, que les Palestiniens étaient des arabes, et qu'ils n'avaient qu'à s'installer dans les pays arabes. Yasser Arafat a donné une visibilité au peuple palestinien.

Yasser Arafat, c'est aussi celui qui a accepté beaucoup de concessions, souvent douloureuses pour les Palestiniens afin de faire progresser la cause palestinienne. S'installer par exemple sur des territoires morcelés, avec une souveraineté très limitée, pour que l'Etat palestinien, même embryonnaire, soit un fait.

Yasser Arafat, c'est celui qui est parvenu à garder le flambeau palestinien allumé. « Il restera à jamais un symbole d'héroïsme pour tous les peuples du monde qui luttent pour la justice et la liberté » dit Nelson Mandela.

Catastrophe

La mort d'Arafat va ouvrir une grande période d'incertitude dans un combat très inégal où les Palestiniens n'ont que des pierres et quelques attentats-suicide pour faire parler d'eux, face à une opinion internationale qui s'en moque. « Cannelle » la dernière femelle ourse des Pyrénées a été abattue par des chasseurs, provoquant une émotion importante en France face à cette « catastrophe écologique ». Le peuple palestinien est, lui aussi, menacé de disparition. L'émotion n'est pas au rendez-vous.

BP

Communiqué des Alternatifs e Loire-Atlantique, 11 novembre 2004 :

Renforcer la solidarité avec le Peuple Palestinien

Les Alternatifs 44 s'inclinent avec émotion et respect devant la mémoire du Président palestinien Yasser ARAFAT.

Comme l'a écrit l'écrivain israélien Uri Avnery, dirigeant de Gush Shalom (Bloc de la Paix) : « *La stature d'un dirigeant*

ne se mesure pas seulement à l'importance de ses réalisations mais aussi à l'importance des obstacles qu'il a eu à surmonter. Dans ce domaine, Arafat est sans équivalent dans le monde. Aucun autre dirigeant de notre génération n'a été confronté à des expériences aussi cruelles et à de telles adversités...

Aucun autre combattant de libération dans le dernier demi-siècle n'a dû affronter de tels obstacles. Il ne se confrontait pas à une puissance coloniale haïe, ni à une minorité raciste méprisée, mais à un Etat issu de l'Holocauste et soutenu par la sympathie et le complexe de culpabilité du monde ».

Pour les Alternatifs 44, il n'est pas de meilleur hommage à rendre à la mémoire de Yasser Arafat que de continuer le combat de sa vie pour une Palestine libre.

Communiqué de la Ligue des Droits de l'Homme

11 novembre 2004 :

Le peuple palestinien est en deuil : Le président Yasser ARAFAT, qu'il avait élu, est décédé. La LDH s'incline devant la mémoire de l'homme qui avait signé, avec Itzhak RABIN, les accords d'Oslo et qui a représenté son peuple avec ténacité et détermination pendant des décennies.

Il a porté l'espoir de la création d'un État Palestinien souverain, conformément aux résolutions internationales, aux côtés de l'État d'Israël.

C'est là, la condition de la fin des violences et de la construction de la paix.

D'ores et déjà, la LDH appelle la communauté internationale à tout mettre en oeuvre pour que le peuple palestinien puisse élire, démocratiquement, son nouveau président.

Ecrit le 17 novembre 2004 :

Yasser Arafat

Yasser Arafat est mort officiellement le 11 novembre 2004 vers 3.30 du matin.

Les communiqués ont afflué. Impossible de les reprendre tous.

Pour Jean-Pierre Chevènement (mouvement républicain et citoyen) : « Yasser Arafat a incarné pendant près d'un demi-siècle la lutte du peuple palestinien pour que lui soient reconnus, une patrie, une terre, un Etat. Le nationalisme palestinien est dans l'épreuve. Le MRC, solidaire de sa juste lutte, souhaite qu'il surmonte cette épreuve pour maintenir envers et contre tout la perspective d'une Palestine indépendante et laïque, qui est la chance d'une réconciliation véritable et d'une paix définitive avec son voisin israélien. »



La mort de Yasser Ar Dessin de Eliby, journaliste parlementaire, journaliste Unesco, écrivain. Membre de la société des Auteurs et Compositeurs Dramatiques. 06 23 789 305

Les Alternatifs 44

s'inclinent avec émotion et respect « Comme
l'écrit l'écrivain israélien

Uri Avnery, dirigeant de Gush Shalom (Bloc de la Paix) : " La stature d'un dirigeant ne se mesure pas seulement à l'importance de ses réalisations mais aussi à l'importance des obstacles qu'il a surmontés. Dans ce domaine, Arafat est sans équivalent dans le monde. Aucun autre dirigeant de notre génération n'a été confronté à des expériences aussi cruelles et à de telles adversités...

Aucun autre combattant de libération dans le dernier demi-siècle n'a dû affronter de tels obstacles. Il ne se confrontait pas à une puissance coloniale haïe, ni à une minorité raciste méprisée, mais à un Etat issu de l'Holocauste et soutenu par la sympathie et le complexe de culpabilité du monde ».

Les Alternatifs appellent à continuer le
combat de sa vie, pour une Palestine libre.

Ecrit le 26 janvier 2005 :

Avec Mahmoud Abbas : la paix bientôt ?

« Le 9 janvier 2005, le monde entier saluait comme un atout de paix au Proche-Orient l'élection démocratique et ample de Mahmoud Abbas à la présidence de la Palestine. Le nouvel élu n'avait eu de cesse dans sa démarche de réaffirmer les espérances palestiniennes et de prendre fermement position contre la militarisation de l'Intifada.

Pendant le mois de campagne, 34 Palestiniens ont été tués après ciblage par les forces israéliennes. Mais le résultat du scrutin a dépassé ces actes inadmissibles pour oeuvrer en faveur de la « feuille de route ». Des rendez-vous israélo-pales-tiniens furent alors pris et organisés.

Le 14 janvier 2005, un groupe extrémiste palestinien a commis un acte inadmissible, attaquant et tuant 6 Israéliens. Aussitôt Mahmoud Abbas a dénoncé cette violence. Mais le premier ministre israélien s'en est saisi pour annuler tout contact et a programmé des représailles en déclarant le président palestinien responsable.

Les signataires estiment de la plus extrême importance que la communauté internationale, les membres du « quartet » (ONU, États-Unis, Union européenne, Russie), et en tout premier lieu l'Union européenne, obtiennent par tous les moyens des deux parties, palestinienne et israélienne, qu'elles ne laissent aucun incident, si intolérable soit-il, retarder la prise de contacts sérieux en direction de l'application de la « feuille de route ».

Les signataires mesurent les efforts demandés aux uns et aux autres pour imposer la fin de toute violence et la faiblesse des moyens dont disposent pour ce faire les dirigeants palestiniens.

Les signataires demandent passionnément que la communauté internationale, dans l'urgence, promeuve aujourd'hui une négociation de bonne foi dans l'intérêt des peuples palestinien et israélien. Il est temps de supprimer les impossibilités de la paix par un cessez-le-feu mutuel garanti internationalement, voie permettant de sortir de l'immobilité de la guerre.

Premiers signataires :

Raymond Aubrac, commissaire honoraire de la République ; Stéphane Hessel, ancien ambassadeur de France ; Jack Ralite, sénateur, ancien ministre ; Danièle Sallenave, écrivain. Faire parvenir les signatures à : j.ralite@senat.fr (communiqué de l'Humanité du 21.01.05)

Mahmoud Abbas ?

Président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Rida Abbas est né en 1935 à Safed (Galilée) et prendra l'alias d'Abou Mazen en cofondant le Fatah avec, entre autres, Yasser Arafat et Farouk Kaddoumi. Il fera partie du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), dont il deviendra le secrétaire général. Il est l'un des principaux négociateurs de paix avec Israël (accords d'Oslo, 1993). En 2002, il réclame la fin des attentats en Israël et se trouve en désaccord avec Yasser Arafat, alors président de l'Autorité palestinienne, mais il est élu en 2003 au nouveau poste de Premier ministre par le Conseil législatif (Parlement) palestinien. Il démissionne trois mois plus tard, étant en désaccord avec Yasser Arafat, qui le remplace par Ahmed Qoreï (Abou Ala'a). A la mort d'Arafat en 2004, il est élu à la tête de l'OLP. En 2005, il est élu à la présidence de l'Autorité palestinienne



Mahmoud A

La paix, maintenant

Selon le mouvement « La Paix maintenant » la vraie question n'est pas de savoir si Mahmoud Abbas est sincèrement prêt à faire la paix et s'il commencera demain à combattre le terrorisme, mais plutôt si les Etats Unis, l'Europe et Israël sont prêts à saisir cette occasion rare : l'élection à la tête des Palestiniens d'un homme qui a participé à tous les processus de paix avec Israël, et qui, courageusement, s'est élevé contre l'usage de la violence dans la récente intifada.

Aujourd'hui, Mahmoud Abbas n'a pas besoin de faire ses preuves. A 69 ans, il est l'un des hommes politiques les plus « transparents » de la région. Ses livres, ses discours, ses interviews et ses actes sont parfaitement connus. Même aux moments les plus difficiles de la campagne présidentielle, il a pris position contre les tirs de roquettes par le Hamas, ce qui lui a valu d'être durement critiqué par les éléments islamistes.

Sur le plan personnel, Mahmoud Abbas est quelqu'un de pragmatique, sans être nécessairement un modéré. Il n'a aucune sympathie pour le sionisme, mais il a compris, avant beaucoup de ses camarades, que la détresse du peuple palestinien ne pourrait trouver sa solution qu'à travers un Etat indépendant à côté d'Israël, et non à sa place.

Pour ses nouvelles fonctions, Mahmoud Abbas s'est acquis le soutien de son peuple, soutien large et véritable.

La peur

Mais il ne suffit pas d'attendre que Mahmoud Abbas agisse. Abbas dirige un système qui est détruit depuis quatre ans. La loi et l'ordre ne règnent pas dans les territoires palestiniens, les gens y ont peur de sortir de chez eux la nuit. Seule une partie des forces de sécurité obéit au président de l'Autorité palestinienne. La moitié des Palestiniens vivent en dessous du seuil de pauvreté, et le chômage est endémique. Abbas formera un « gouvernement », apparaîtra dans des forums, donnera des interviews, tentera de parvenir à des accords avec le Hamas, et même, rendra visite à d'autres pays. Mais s'il veut provoquer de véritables changements, il aura besoin d'aide.

Si le président Bush se contente d'appliquer la « feuille de route » sans l'adapter, sans envoyer un émissaire dans la région pour mettre en oeuvre un plan accepté par Israël et par les Palestiniens (chacune des parties ayant ses propres interprétations), alors Mahmoud Abbas échouera. Sans perspective politique importante, il ne pourra pas survivre politiquement.

Si les Européens ne fournissent pas leur assistance, en finançant les plans économiques, en réhabilitant les infrastructures et en aidant l'appareil de sécurité palestinien à se former pour fonctionner comme une véritable force de police, alors on pourra parler de Mahmoud Abbas au passé avant même que l'un des seigneurs de la guerre ne prenne le contrôle de l'Autorité palestinienne. Il doit prouver qu'il est capable de changer la vie quotidienne des Palestiniens, et leur montrer que la tranquillité leur est profitable.

Si le Premier ministre d'Israël Ariel Sharon met en oeuvre son plan de retrait de Gaza comme si son partenaire de paix était Yasser Arafat, si les assassinats ciblés continuent, si le nombre de checkpoints n'est pas réduit, et si les parties ne retournent pas à la table des négociations pour discuter d'un accord permanent, alors il sera inutile de préparer des portraits de Mahmoud Abbas dans la presse. Parce qu'alors les chances de paix seront passées.

(appel diffusé par MidEastweb for
Coexistence <http://www.mideastweb.org>)

Accueilli aujourd'hui en héros par les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa et pourtant désireux de désarmer la société palestinienne, Mahmoud Abbas est conscient d'un équilibre très précaire. Aussi martèle-t-il : « Nous ne voulons pas de la guerre civile. Tout peut être réglé par le dialogue. » Et il souhaite détourner les jeunes de la violence en leur offrant « une vie meilleure », en leur garantissant « la nourriture, la sécurité, la stabilité et le travail ».

Une promesse impossible à tenir tant que dure l'occupation.

Mahmoud Abbas réclame : « Un État sur les terres de 1967 », « avec Jérusalem pour capitale, l'élimination de l'occupation et du mur de l'apartheid ». Rêve ?

Le constat de sa faiblesse conduira-t-il
à l'écrasement du peuple Palestinien ?

Ecrit le 9 février 2005 :

Chassés, spoliés

Un article du quotidien israélien « Haaretz », en date du 20 janvier 2005, sous la signature de Meron Rappaport, conteste la décision du gouvernement Sharon qui a confisqué des terres appartenant aux Palestiniens et situées sur Jérusalem Est.

Le gouvernement s'appuie sur une loi de 1950 concernant les biens des Palestiniens « absents » qui peuvent être confisqués par Israël, sans aucune compensation financière. »

Chassés donc absents

Mais pourquoi y a-t-il des Palestiniens « absents » ? Certains le sont depuis 1948 : ils ont fui leur pays en guerre et Israël leur refuse le droit au retour.

D'autres sont victimes de la « clôture de sécurité », le sinistre mur qui, dans certains quartiers de Jérusalem atteint ses 8 mètres de haut, enveloppe la ville sainte annexée unilatéralement par Israël après la guerre de 1967.

De très nombreux propriétaires palestiniens résidant en Cisjordanie se sont retrouvés coupés de leurs biens, situés de l'autre côté du mur. Ils ont d'abord imaginé qu'ils auraient un permis spécial leur permettant d'accéder à leurs terres, puis à leur grande stupéfaction, ils ont découvert qu'ils sont déclarés « absents » par les autorités israéliennes, qui peuvent, de ce fait, confisquer leurs terres. Même s'ils sont connus, même s'ils ont des titres de propriété, même s'ils résident à quelques centaines de mètres de leurs terres (mais de l'autre côté du mur). La moitié des propriétés de Jérusalem-Est pourraient être concernées.

Absents donc spoliés

La loi de 1950 a été réactivée par une loi du 8 juillet 2004. Les confiscations, selon Haaretz, contribuerait à ceinturer la partie orientale de Jérusalem de colonies israéliennes, pour la couper de la Cisjordanie et de l'agglomération de Bethléem. Ainsi les revendications palestiniennes réaffirmées par le nouveau président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, deviendraient impossibles à satisfaire. On peut faire confiance à Israël pour mener à bien les projets immobiliers élaborés pour les nouvelles terres confisquées.

Le gouvernement israélien voudrait empêcher la paix avec les Palestiniens qu'il ne s'y prendrait pas autrement. A moins que la paix qu'il souhaite ne soit que celle des cimetières.

Ecrit le 9 février 2005 :

Une fillette, bof !

Une écolière palestinienne est morte, lundi 31 janvier 2005, dans la bande de Gaza, abattue, selon l'ONU par les tirs de soldats israéliens. Aussitôt le Hamas a riposté par des tirs de mortier. Les Palestiniens ont le droit d'être tués mais pas de riposter. Prétexte pour le gouvernement israélien pour retarder sine die le transfert à l'Autorité Palestinienne du contrôle des villes de Ramallah, Kalkiliya, Jéricho et Tulkarem. Les colons israéliens, qui protestent contre l'évacuation de la bande de Gaza savent se faire entendre, eux.

[Le discours de Mahmoud Abbas à l'ONU](#)